

TLEMCEM

## La gestion de l'eau et l'assainissement au menu

Khaled Boumediene

Journée très chargée que celle de mardi dernier pour les élus locaux, chefs de daïra et directeurs d'exécutif de la wilaya de Tlemcen. Elle a débuté pour Meksi Abdelkader, le directeur des ressources en eau, par une intervention sur les principaux systèmes d'approvisionnement en eau, les ressources en eaux superficielles et souterraines, le programme d'adduction et d'équipement des forages, le raccordement des localités aux systèmes de dessalement, le programme de réhabilitation des réseaux, la connexion au système Chott El-Gharbi, l'exploitation des stations d'épuration et d'assainissement, la protection des agglomérations contre les inondations, l'eau d'irrigation, le programme neuf 2015 et le programme en cours de lancement. En guise de conclusion sur la situation de son secteur, le responsable de l'hydraulique de la wilaya de Tlemcen a notamment souligné : " Aujourd'hui, avec l'avènement du dessalement, il nous a été permis de mobiliser plus de 138 hm<sup>3</sup>/an pour l'approvisionnement des populations. Cet apport considérable a permis d'assurer une dotation moyenne de 200 l/j et une fréquence quasi quotidienne atteignant 60% de la population de la wilaya. Les ressources souterraines concourent à raison de 15 hm<sup>3</sup>/an, soit 40 000 m<sup>3</sup>/j. Cette situation a permis d'offrir la meilleure alternative à l'agriculture par l'irrigation de quelque 17 000 hectares moyennant la planification de quelques investissements futurs durant la période de 2015 à 2019. Les années 2015 et 2016 seront consacrées à l'achèvement des raccordements des agglomérations aux systèmes de dessalement et au système de Chott El-Gharbi pour les agglomérations du sud de la wilaya, au lancement des travaux de réhabilitation du périmètre de Maghnia et la réalisation de deux stations d'épuration à Seb-dou et Remchi, ainsi que leurs systèmes de collecte ", a expliqué Meksi Abdelkader. Les débats ont tourné autour du raccordement de quelques localités au système de dessalement, la gestion de l'eau, la gestion du réseau d'assainissement, la réhabilitation des forages, la protection des agglomérations contre les inondations et la gestion des eaux pluviales. Lors de sa réponse aux différentes questions et préoccupations, posées par les présidents d'APC et chefs de daïra, le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, a insisté sur l'intérêt qu'il porte à la situation du secteur des ressources en eau de la wilaya. " Dans le domaine de la mobilisation et de la distribution de l'eau potable, l'Etat a déployé des efforts remarquables pour répondre à une demande continue et sans cesse croissante en eau. Un important programme de dessalement d'eau de mer a été engagé dans notre wilaya où près de 48 communes sont connectées



au système de dessalement de Honaine et Souk-Tleta. Je crois que le plus gros a été réalisé dans ce secteur de l'eau. Certes, il reste quelques insuffisances d'alimentation en eau dans les localités du sud de la wilaya et la zone frontalière. Mais, le programme est en voie d'achèvement. Aujourd'hui, la fréquence de distribution quasi quotidienne de la population de la wilaya est assurée à 70%, avec une dotation moyenne de l'ordre de 200 l/j/hab. Il y a lieu d'ajouter que 14 autres opérations seront achevées avant la fin de l'année. Un autre programme est lancé en vue du transfert des eaux du Chott El-Gharbi pour le raccordement des agglomérations sud et ouest de la wilaya en eau potable ", a indiqué le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid. Il ajoutera : " Aujourd'hui, nous devons passer à un autre stade, celui de partager une vision commune de la gestion de l'eau, car l'utilisation rationnelle de cette ressource rare et précieuse et la réhabilitation efficace des réseaux, doivent accompagner la mobilisation de la ressource hydrique pour l'alimentation de la population. Tous les acteurs impliqués doivent s'employer, sans relâche, à promouvoir une gestion durable des ressources en eau en favorisant l'échange d'informations et en contribuant à faire correspondre les besoins de solutions des problèmes liés à l'eau, et aux interventions de rénovation et de renouvellement du réseau de distribution d'eau et d'assainissement. L'administration, les élus, les entreprises et les services techniques doivent perfectionner leurs interventions sur les réseaux de distribution et bien gérer leurs travaux de réparation et de rénovation. J'insiste sur le balisage et la bonne signalisation des

travaux. Toutes les interventions sur le réseau, aux axes à fort trafic de bus ou véhicules nombreux ou dans les carrefours importants, doivent être réalisées en nocturne et des précautions doivent être prises pour assurer la sécurité, la commodité et la tranquillité des usagers et riverains. La remise en état de la voie doit être immédiate après chaque intervention ". Il faut souligner dans ce cadre qu'en raison des hausses de pression enregistrées dans les canalisations d'eau et la vétusté des réseaux, l'Algérienne des Eaux (ADE) a lancé ces derniers temps une vaste chasse aux fuites en effectuant des travaux sur le réseau pour éviter tout gaspillage. Le premier responsable de l'exécutif a, en outre, instruit les responsables de l'Office national d'assainissement d'élargir son champ d'actions vers d'autres communes qui sont confrontés à d'énormes problèmes d'assainissement afin d'assurer la gestion et l'exploitation des stations d'épuration et réseaux d'assainissement, notamment à la commune de Beni-Snous où les effluents sont rejetés directement dans la vallée de Beni-Snous puis dans le barrage de Ben-Bahdel. Ainsi que le cas de l'oued de Beni-Ghezli dont la pollution menace les plans d'eau en aval. Dans de nombreuses localités, des habitants utilisent encore des fosses septiques et éprouvent moult difficultés à les vider. Dans le grand Tlemcen, des habitations ne sont pas reliées à l'égout collectif et ne bénéficient pas des services de l'ONA. Par ailleurs, le wali de Tlemcen a exhorté les élus de s'impliquer davantage dans la protection des forages d'eau et de réserver un montant de leurs budgets primitifs pour financer toute intervention d'urgence.

## Ouargla / Habitat

# L'autoconstruction a le vent en poupe

PAR MARIAM ALI MARINA ET APS

L'habitat constitue l'un des défis que se sont employés à relever, ces dernières années, les pouvoirs publics à Ouargla pour satisfaire la demande croissante sur les différentes formules de logement, avec notamment un renforcement de l'autoconstruction. Les résultats obtenus au titre du programme quinquennal 2010-2014 en matière d'exécution et d'attribution des programmes de logements traduisent les efforts fournis en la matière et le bond qualitatif

atteint par le secteur, avec un parc immobilier totalisant 126 474 logements, tous types confondus, et un taux d'occupation de 5,18 habitants par logement. Ce parc devrait atteindre, avec la réception des prochains programmes, au titre du même quinquennat, plus de 189 000 unités susceptibles de réduire le taux d'occupation par logement et de contribuer à l'amélioration du cadre de vie du citoyen. Dans ce sens, il convient de souligner que la wilaya de Ouargla s'est vu accorder depuis 2010 un total de 63 047 logements, toutes formules confondues, dont 36 111 unités achevées à 100% et attribuées à leurs bénéficiaires, en attendant la réception de 17 364 autres, en cours de réalisation. Quelque 9 572 logements non mis en chantier, en raison de contraintes rencontrées par les entreprises réalisatrices, seront lancés prochainement, a précisé le directeur de l'habitat de la wilaya. Rachid M'hamedi a ajouté que le parc immobilier de Ouargla a été renforcé par 27 395 logements ruraux, 20 777 logements publics locatifs (LPL), 3 976 logements promotionnels aidés, sociaux et participatifs, 3 900 unités en location-vente, en plus de 1 500 logements promotionnels publics et 5 499 logements de fonction et promotionnels privés.

Les formules de l'habitat rural et du promotionnel aidé demeurent les types de construction les plus convoités par la population locale, eu égard à la nature et aux conditions des régions du Sud et aux facilités accordées par l'Etat aux postulants à cette formule. S'agissant de l'habitat rural, le même responsable relève que l'engouement qu'a suscité cette formule est imputé également aux nouvelles mesures prévues au titre du décret exécutif du 19 juin 2014 portant révision à la hausse de l'aide de 800 000 DA à un million de dinars, avec le dé-

blocage de 60% de la somme pour entamer les gros œuvres de la construction. L'inscription, à ce titre, de 27 395 logements au profit des populations des communes de Ouargla, Sidi Khouiled, Rouissat et N'goussa a permis, outre son impact économique et la satisfaction de la demande, la fixation des bénéficiaires dans leur région d'origine. La direction de l'habitat fait état de la réception, au titre de ce programme, durant le premier semestre de l'année en cours, de 21 482 unités, en plus de la réalisation en cours de 4 765 autres, alors que 1 148 unités seront lancées prochainement.

Le secteur, tout en soulignant la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires pour la mise en œuvre des projets, fait remarquer une hausse de la demande, depuis 2010, sur le logement promotionnel, avec toutes ses formules de construction, dans les grands centres urbains de Ouargla, Hassi Messaoud, Touggourt et N'goussa. Un programme de 3 976 logements a ainsi été retenu pour la wilaya de Ouargla, dont une tranche de 2 831 unités a été achevée, 952 autres sont en cours de réalisation et 193 unités restent à réaliser.

### 12 000 LPL RÉCEPTIONNÉS ET 9 000 EN CHANTIER

Une tranche de 11 638 logements de type public locatif, sur un programme global de 20 777 unités réparti sur les dix daïras que compte la wilaya de Ouargla, a été réceptionnée, notamment dans les communes de Ouargla, Rouissat, Nezla, Touggourt et Zaouia El Abidia. Dans le cadre de cette formule, qui a largement contribué à combler le déficit accusé par le secteur de l'habitat, 9 139 unités sont à un stade de réalisation avancé, dont 4 000 unités dans la daïra de Hassi Messaoud. Dans le souci de satisfaire

la demande, 91 nouveaux lotissements totalisant 17 353 lots de terrain destinés à l'autoconstruction ont été délimités à travers les communes de la wilaya, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du gouvernement visant la satisfaction des attentes des citoyens. Cette opération a permis de satisfaire 13 147 demandes de parcelle de terrain, l'établissement de 1 391 titres de propriété, en plus de l'octroi de 12 882 aides financières.

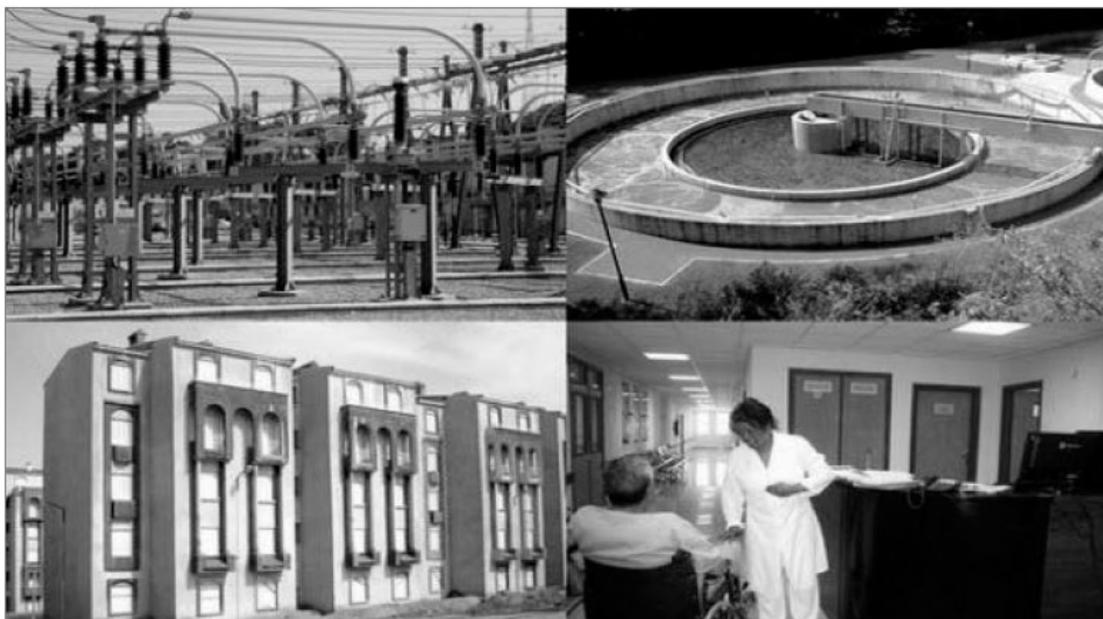
Toutes les mesures ont été prises pour permettre aux citoyens d'entamer leurs travaux, dont l'aménagement des réseaux divers (eau potable, assainissement et électricité). Cette opération a donné lieu également à la mise en place d'une cellule mixte – composée des représentants des services du logement et de l'urbanisme, des Domaines et de l'agence foncière – chargée d'évaluer, lors de rencontres périodiques, la situation des lots de terrain à bâtir et autres volets afférents.

### UNE CONTRAINTE D'UNE AUTRE NATURE

Le manque de main-d'œuvre qualifiée et spécialisée constitue une des contraintes entravant la livraison des projets d'habitat dans les délais fixés, ont estimé les responsables du secteur, ajoutant que cet état de fait a nécessité le recours à la main-d'œuvre étrangère, africaine et asiatique, pour hâter les travaux et livrer les programmes dans les délais. Selon la même source, des efforts ont également été déployés pour la préservation du cachet architectural saharien, en revoyant les modes de construction pour les adapter aux exigences socioculturelles de la région, en vue de pérenniser le cachet urbanistique local et préserver le milieu urbain des villes sahariennes. ■

OUARGLA, COMMUNE D'EL-BORMA

## Plusieurs projets en perspective



*Une série de projets ont été retenus pour répondre aux attentes des habitants de la commune frontalière d'El-Borma (400 km à l'est d'Ouargla).*

PAR BOUZIANE MEHDI

Les responsables de Sharikat el Kahraba wa Taket el Moutadjadida (SKTM - filiale de Sonelgaz) ont précisé à l'APS qu'il s'agit, entre autres projets, de la réalisation d'une nouvelle centrale électrique de 3.000 KW, en vue de satisfaire l'augmentation attendue de la demande en électricité de cette collectivité qui coiffe quatre concentrations d'habitants (El-Borma, El-Chouachine, Rhourd El-Baguel et Znaïga). Projetée sur une superficie de 6 hectares, cette nouvelle centrale diesel sera une extension de l'actuelle centrale de 2.600 KW mise en service en juillet dernier, a indiqué, à l'APS, le chef du service d'exploitation à l'unité de production Sud-Est (UPSE-Touggourt),

Mohammed Saïd Siagh. Lors d'une récente visite de terrain du chef de l'exécutif de la wilaya, Saâd Agoudjil, les responsables du projet ont affirmé que dans le domaine des ressources en eau, une enveloppe de 81 millions DA a été dégagée, au titre du budget communal, pour l'aménagement, la réhabilitation et l'équipement de la station de déminéralisation de l'eau d'El-Borma, d'une capacité théorique de traitement de 54.000 m<sup>3</sup> par jour d'eau potable. Le projet, une fois réceptionné, permettra de mettre un terme à l'approvisionnement en eau potable, par camions citernes, depuis les localités limitrophes, a fait savoir l'APS, ajoutant que dans ce cadre, les travaux sont en cours pour la réalisation d'un château d'eau de 300 m<sup>3</sup> dans la localité de Znaïga et un réservoir souterrain de 500 m<sup>3</sup> à El-Borma, dont l'avancement physique des travaux est à 95%. S'agissant du secteur de l'habitat, le parc immobilier de la commune d'El-Borma sera renforcé par 151 logements sociaux de type public locatif (LPL), dont 71 unités destinées au secteur de l'Education, les responsables ont annoncé également lors de cette visite qui a

constitué, pour les représentants de la population locale, l'occasion de soulever une série de préoccupations en matière de développement, a souligné l'APS, précisant que parmi les doléances soulevées aux autorités de la wilaya, figure le problème de l'isolement, sachant que la RN-53A qui représente le seul accès à El-Borma à partir d'Ouargla est actuellement en état de dégradation très avancée. Selon l'APS, les intervenants ont évoqué aussi des contraintes liées à l'approvisionnement en eau potable, à l'accès aux soins médicaux, notamment en cas d'urgences, aux pénuries de médicaments et au déficit enregistré en matière d'encadrement sanitaire et pédagogique. La rencontre a été une occasion aux éleveurs pour appeler à la préservation de la richesse animale, dont le dromadaire qui est exposé aux risques des bourbiers laissés, à l'issue d'opérations de forage, par les entreprises pétrolières opérant dans la région.

Initiée par les services de la wilaya, cette rencontre visait à établir une stratégie de travail sur la base des préoccupations de la population, signalent les services de la wilaya. **B. M.**

SOUK-AHRAS

## Renforcement de l'AEP à Ouled Mounène

Des projets visant le renforcement de l'amélioration en eau potable (AEP) de la commune d'Ouled Moumène (Souk Ahras) seront réceptionnés "avant la fin de l'année en cours", a affirmé la semaine dernière le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Madjid Rezaïkia. Cet élu a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que les deux puits profonds en cours de réalisation dans les mechtas d'El Arkoub et d'El Mekroune, inscrits au titre des plans sectoriels décentralisés (PSD), permettront d'améliorer "notablement" la fourniture du précieux liquide dans plusieurs zones rurales de cette commune, à l'instar des mechtas de Zouiba et de Retbat Nouar. La remise en service, après rénovation, de la station de pompage située dans la mechta de Hafer El-Kendoul, le fonctionnement prochain d'un équipement analogue dans le hameau d'El-Djamaâ, le parachèvement des travaux de réalisation d'un autre puits profond au village de Khairoune et l'exploitation d'un réservoir à El Foud, "devraient permettre de régler le problème de l'eau potable dans cette commune rurale", selon la source. M. Rezaïkia a rappelé qu'une opération de raccordement de la mechta de Ras El-Kef au réseau d'eau potable depuis le réservoir principal de la commune d'Ouled Moumène, a déjà été réceptionnée. **APS**

Enseignement et formation professionnels

# Comment mettre la formation au service de la diversification économique ?

Près de 700 000 stagiaires et apprentis ont rejoint les établissements de l'enseignement et de la formation professionnels, dimanche dernier, au titre de l'année 2015/2016.



Par Saïd Taterka

**S**ur ce nombre, 410 000 élèves sont de nouvelles recrues. Le ministère de tutelle a réceptionné un certain nombre de nouveaux établissements et équipements, soit 35 établissements de formation et 1 408 équipements techniques-pédagogiques, d'après le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Mohamed Mebarki.

Le secteur dispose de 422 spécialités 381 d'entre elles, représentant 22 branches professionnelles, sont programmées pour la formation dans les différents établissements répartis sur le territoire national.

Le ministre du secteur explique, dans une interview à l'APS, réalisée la semaine passée, la nécessité d'adapter les profils de la formation aux besoins de l'étape actuelle et des étapes à venir de l'économie nationale. «Les offres et les spécialités ouvertes doivent répondre aux exigences de l'économie nationale. Par exemple, le secteur s'adapte aux orientations économiques récentes du gouvernement, suite à la baisse des prix du pétrole. Des efforts particuliers sont à mener en direction de secteurs décidés comme prioritaires par le gouvernement : l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, ou encore dans le bâtiment». Il cite les exemples de formations ayant été jugés par le gouvernement comme étant stratégiques : Bâtiment et travaux publics, avec 40 000 postes de formation; industrie textile, avec 20 000 postes; agriculture et industrie agroalimentaire, avec 19 000 postes; hôtellerie et tourisme, avec 24 000 postes; et électronique, électricité et énergie, avec 27 000 postes de formation.

Dans le contexte de la crise financière que vit l'Algérie depuis le milieu de l'année 2014, la vision développée en direction de la formation professionnelle est censée bénéficier des leçons du passé où ce secteur était considéré comme une simple «roue de

secours» mal valorisée. La formation professionnelle n'a jamais été considérée par les élèves et la société, en général, comme une vraie voie de formation. Elle traîne la mauvaise réputation de ne recevoir que les exclus du système éducatif.

## Les préjugés ont la peau dure

Mohamed Mebarki confirme cet état de fait en reconnaissant «que la situation actuelle se caractérise par un faible engagement des admis au cycle post-obligatoire, à intégrer l'enseignement professionnel, en raison d'une orientation par l'échec vers ce cursus. Cette situation n'a pas permis d'atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs qui étaient assignés à l'enseignement professionnel dans le cadre de la réforme du système éducatif qui prévoyait la prise en charge de 30 à 40% de l'effectif des élèves admis au cycle post-obligatoire, et la prise en charge des enseignements techniques assurés auparavant par l'Education nationale et sanctionnés par le baccalauréat technique, qui n'existent plus depuis la réforme».

En effet, les préjugés développés sur la formation professionnelle ont la peau dure. Mais ce phénomène trouve quelque part sa justification dans l'économie de rente qui a tourné le dos aux valeurs du travail, de l'effort et de la formation. Tout est bâti sur la vertu de l'importation.

La crise financière qui, sans doute, n'est qu'à ses débuts, pourra-t-elle changer la donne? Le ministre du secteur de la Formation professionnelle s'en explique, dans l'interview accordée à l'APS, en ces termes : «Il faut espérer que la chute du prix du pétrole soit une opportunité pour tout le monde, afin de mobiliser les nombreuses potentialités dont dispose notre pays. On dit bien «à quelque chose malheur est bon». Et effectivement, il faut trouver des alternatives pour parer à cette diminution des revenus des hydrocarbures. La première piste, et la

plus évidente, est qu'on se remette au travail en mobilisant cette force que constitue la jeunesse. On peut, aussi, penser à l'amélioration de la gestion et de la conduite de l'économie nationale, on peut maintenir la pression pour mieux lutter contre la corruption, on peut améliorer le climat des affaires, on peut compter, plus que par le passé, sur la recherche scientifique et le développement technologique, etc.

Mais très certainement que l'amélioration de la formation d'une ressource humaine qualifiée et compétente, est une des orientations les plus sûres. Nous nous attelons à la rendre en charge.

La place de la formation professionnelle, sous toutes les formes d'enseignement, ne pourra être consacrée par un renversement de l'équation économique dans notre pays. Autrement dit, les entreprises, appelées à innover et à installer des stratégies de compétitivité dans ces moments difficiles de crise financière, seront appelées à ressentir la nécessité de recruter des ouvriers spécialisés, des contre-maîtres, des techniciens, en plus du personnel de direction et de conception. De leur côté, les centres et instituts de formation devraient connaître les vrais besoins des entreprises et les challenges auxquels ils font face, afin d'adapter les formations, les spécialités et les profils. C'est la seule voie qui puisse valoriser la formation professionnelle et de neutraliser les faux préjugés qui pèsent sur elle.

## Les métiers manuels dévalorisés par...la rente

Dans une enquête menée en août 2013 par l'Agence presse service (APS) sur les métiers manuels, il a été relevé que «les métiers intellectuels attirent davantage les jeunes, comparativement aux métiers manuels, plus fatigants et moins réjouissants, considérés en plus comme «dévalorisants»

et donc, délaissés au fil du temps». L'enquête a été menée auprès de spécialistes en psychologie et sociologie. La révélation ne surprend guère les observateurs de la scène économique et sociale du pays. Mieux, de hauts responsables officiels - le président de la République, le Premier ministre et quelques autres responsables, comme Abdelouahab Nouri, ancien ministre de l'Agriculture - ont eu à stigmatiser publiquement le comportement des jeunes qui, en sollicitant un poste dans une structure économique, une administration ou un chantier, demandent, sans grande retenue, à être affectés à un poste de gardiennage (agent de sécurité), ou, s'ils arrivent à l'obtention, y apporteront matelas, oreiller et téléviseur. C'est dire combien la fonction d'agent de sécurité tend dangereusement à se transformer en une espèce de sinécure et de far niente, exposant les unités et les structures concernées au risque de vol, d'attentat et de cambriolage.

Certains autres postulants à un poste de travail, lorsque les choix sont très limités pour eux, et en se rendant dans un chantier de bâtiment ou de travaux publics, sollicitent le poste de peintre.

La conclusion est que, de plus en plus, les jeunes boude, voire fuient, les travaux qui exigent un effort physique, comme ils ont tendance à «trimmer» avec un poste dit «intellectuel», c'est-à-dire de bureau, où il n'est fait appel qu'au stylo et au papier, sinon à un écran d'ordinateur. Psychologiquement, cela les valorise dans une société qui tend de plus en plus à ravalier les valeurs du travail à un niveau très bas, priverissant toute morale et tout comportement citoyen.

Dans cette même étude, on lit que «les jeunes d'aujourd'hui sont en quête d'un statut social et ont tendance à choisir des professions intellectuelles pour se faire une place dans la société, car à leur yeux, l'accès à un rang social valorisant, même en apparence, est souvent synonyme d'un important poste professionnel (...)». «Les parents, conscients des changements sociaux, encouragent leurs enfants à faire des études, même si ces derniers ne sont pas prédisposés à suivre un parcours scolaire et universitaire».

## Sortir le secteur de sa politique de «vase clo»

Ce constat dégage par l'enquête mérite d'être étudié et examiné par les responsables de la Formation professionnelle. Il les aidera certainement dans la nouvelle politique de communication et de marketing qui doit être développée dans ce secteur. C'est là, en quelque sorte, son talon d'Achille. Le gouvernement a investi des centaines de milliards de dinars dans les infrastructures et les équipements de formation (centres, instituts, laboratoires, ...) et le personnel administratif et pédagogique. Cependant, le secteur semble évoluer en vase clo, gardant une distance respectable du monde du travail et même des autres secteurs d'enseignement, comme l'Education nationale et l'Enseignement supérieur. Le peu d'initiatives qu'il y a dans ce sens sont mal médiatisées, donc difficile à fructifier et à généraliser. C'est là une problématique de fond, celle qui concerne la politique de l'enseignement et de la formation dans notre pays et sa relation avec le monde du travail. L'Algérie traîne inamoviblement les séquelles de l'économie administrée dans une étape qualifiée pourtant d'«économie de marché». Les enjeux d'aujourd'hui et ceux du futur immédiat commandent de changer radicalement de stratégie dans les domaines de la formation et de l'enseignement afin de les mettre au diapason des défis majeurs qui sont la diversification économique, la compétitivité des entreprises et l'innovation technologique.

S. T.